

Elections législatives du 23 juin 1968

Circonscription de PAU

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens,

UNE éphémère législature vient de prendre fin avec la dissolution de l'Assemblée Nationale. Encore sensibilisés par les violences de la rue et la paralysie généralisée de notre économie, vous êtes sollicités de faire, sans recul par rapport à l'événement, un choix dont Monsieur le Président de la République déclarait qu'il n'avait jamais revêtu « une telle importance nationale ». Alors que la gravité de la situation exigerait un jugement plus lucide, plus courageux et plus généreux qu'en des circonstances ordinaires, je crains qu'une nouvelle fois, nous ne soyons acculés à des options sommaires et simplistes. Aussi, quelles que soient vos convictions, je vous adjure d'accorder à la destination de votre suffrage, le temps d'une réflexion à laquelle je me suis moi-même plié, en tant que citoyen d'abord, en qualité de candidat ensuite.

L'objet fondamental de cette consultation doit être d'éviter à la France de revivre un jour des heures aussi dramatiques. Pour ne pas déboucher de la crise sur le chaos, il fallait dans l'immédiat empêcher le déchaînement de la subversion sous toutes ses formes. En 1968 comme en 1961, je n'ai jamais hésité à faire taire mes réserves pour me compter aux côtés des dépositaires, démocratiquement désignés, de la légalité. Mais si les réflexes de crainte peuvent provoquer les grands élans de discipline nationale, il est moins sûr qu'ils soient capables d'inspirer les nécessaires révisions. Il appartient désormais à chacun, dans la sérénité retrouvée, de mesurer ses responsabilités d'hier et de prendre ses résolutions pour demain.

Les tempêtes idéologiques, les haines de races, les rivalités des peuples, la guerre déclarée ou larvée secouent le monde et notre Pays n'est pas épargné par ce mouvement tumultueux dont on peut se demander s'il porte en lui l'annonce de temps meilleurs ou l'anéantissement des valeurs sur lesquelles notre Civilisation est fondée C'est en relation directe avec ce courant universel que s'est déclenché le soulèvement des étudiants, éléments précurseurs de toute une jeunesse — celle de l'étude et celle des ateliers — puis du monde du travail dans son entier.

Séparant les apports positifs des aspirations utopiques ou des intentions anarchisantes, nous devrons utiliser le fruit de ces dures semaines et redonner ainsi confiance à nos jeunes, inquiets à bon droit devant le fait que la préparation à la vie d'homme n'a jamais été aussi longue et difficile et le résultat aussi incertain.

Appeler des réformes profondes sur le plan social n'est pas, de notre part, conversion récente, puisque nous demandions déjà en 1967 « des objectifs sociaux plus audacieux », et ce n'est pas davantage rechercher un terrain de conflit avec les majoritaires d'hier puisque leur nécessité et leur urgence sont reconnues par le Chef de l'Etat, par le Premier Ministre, par le Président de l'Assemblée dissoute et, en des termes sévères, par M. GISCARD d'ESTAING.

La tâche des Députés élus les 23 et 30 juin sera donc, avant tout :

— d'ouvrir à la **JEUNESSE**, les voies d'un avenir plus sûr par un effort accru en faveur de la formation intellectuelle et professionnelle, à travers des études adaptées aux exigences de la vie moderne, à travers une Université rénovée dans ses structures et ses méthodes et dans la perspective de débouchés conformes à la qualification de chacun.

T.S.V.P.

— d'assurer l'**EMPLOI** à tous les Français actifs, par des mesures à la fois d'ordre économique telles que la reprise des investissements et d'ordre social comme l'abaissement de l'âge de la retraite.

— de relancer notre **ECONOMIE** par l'élimination des charges improductives et une plus équitable fiscalité, indispensables à notre Commerce, notre Artisanat et notre Industrie qui vont devoir supporter, d'un seul coup, le poids des dernières concessions gouvernementales.

— de sortir notre **AGRICULTURE** de son marasme endémique en menant de pair l'évolution structurelle compatible avec nos exploitations familiales et la défense des prix sans laquelle s'accroîtrait encore la disparité avec les prix industriels.

— de promouvoir une nouvelle étape du **PROGRES SOCIAL**, en donnant un sens concret aux formules de participation, en assurant une croissance harmonieuse des niveaux de vie des travailleurs et retraités, en intensifiant les efforts en faveur de l'épanouissement de la femme, en faveur des familles, des personnes âgées et de l'enfance inadaptée, et en développant les équipements collectifs en matière de logements et d'installations hospitalières.

— de maintenir l'**UNITE NATIONALE** par la défense des Institutions, par la sauvegarde de toutes les libertés, par l'impartialité de l'Information, par le respect des engagements contractés envers les Anciens Combattants, par l'Amnistie totale et l'Indemnisation des dommages subis par les Français rapatriés.

— de rechercher inlassablement la **PAIX** par notre présence dans les instances internationales, par la fidélité à nos alliances et à la construction européenne et par notre participation à l'effort mondial pour le développement.

La réalisation d'un tel programme constituerait à la vérité, une véritable **POLITIQUE NOUVELLE**, susceptible de rallier par delà les cloisonnements, quels qu'ils soient, tous les parlementaires qui font passer les intérêts supérieurs et le Bien commun avant leurs divisions artificielles. Mais cette politique nouvelle ne sera, en définitive, possible, que par un assouplissement des relations entre Gouvernement et Assemblée et par un authentique dialogue.

Hommes de proposition, les Députés du Centre peuvent jouer dans la prochaine législature un rôle majeur. Les électrices et les électeurs de la circonscription de PAU peuvent contribuer à créer cette force d'indispensable équilibre Je suis prêt à assumer la charge qu'ils me confieraient une nouvelle fois pour mener à Paris une telle politique de mouvement dans l'ordre et la projeter aussi dans notre Béarn, dans nos villes, nos bourgs, nos villages, et dans PAU, Centre régional, par une action locale concertée avec les élus et les responsables économiques et syndicaux.

Chères Concitoyennes, Chers Concitoyens, cette élection capitale, survenant à une heure aussi grave, requiert votre courage et le mien. Par votre élan massif au premier tour, désignez-moi pour porter au deuxième tour, face à la coalition contrôlée par le Parti Communiste, le drapeau de la **LIBERTE** et du **PROGRES.**

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Jean Labarrère

Agriculteur Exploitant
Conseiller Général des Basses-Pyrénées
Président de la Commission de l'Agriculture et des Affaires Economiques du Conseil Général
MAIRE D'ASSON.

Pierre SALLENAVE

NEGOCIANT
Licencié ès-Sciences
Conseiller Général des Basses-Pyrénées
ANCIEN DÉPUTÉ
Candidat du Regroupement pour la Liberté et le Progrès dans la Paix Civile.

Investi par le Centre — Progrès et Démocratie Moderne.

SCP - PAU